

GRAND CALAIS

Terres & Mers



Règlement de consultation (RC)

Maître de l'ouvrage

Communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers

76 boulevard Gambetta

CS 40 021

62 101 CALAIS CEDEX

Objet de la consultation

Mission de Maîtrise d'œuvre :

- ☐ **Pour les travaux de reconstruction de l'ouvrages de stockage - restitution des eaux pluviales à Coulogne**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION - FORME DU MARCHÉ	3
1.1 <i>Objet de l'appel d'offres</i>	<i>3</i>
1.2 <i>Etendue de l'appel d'offres.....</i>	<i>3</i>
1.3 <i>Forme du marché</i>	<i>3</i>
ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE ET DE LA CONSULTATION	3
2.1 <i>Maîtrise d'ouvrage</i>	<i>3</i>
2.2 <i>Organisateur de la consultation.....</i>	<i>3</i>
2.3 <i>Assistance à la maîtrise d'ouvrage.....</i>	<i>4</i>
2.4 <i>Contrôle technique</i>	<i>4</i>
2.5 <i>Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs</i>	<i>4</i>
2.6 <i>Autres intervenants</i>	<i>4</i>
2.7 <i>Dossier de consultation</i>	<i>4</i>
2.8 <i>Visite du site des travaux.....</i>	<i>5</i>
ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES	5
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	7
ARTICLE 5 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ	10
5.1 <i>Examen des Candidatures</i>	<i>10</i>
5.2 <i>Jugement des Offres.....</i>	<i>10</i>
5.3 <i>Attribution du marché</i>	<i>11</i>
5.4 <i>Re-matérialisation des documents électroniques</i>	<i>11</i>
ARTICLE 6 - PRESTATIONS A FOURNIR PAR LES CANDIDATS	11
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
ARTICLE 8 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....	11
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL	11

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION - FORME DU MARCHE

1.1 Objet de la procédure

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de prestations de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation de l'ouvrage suivant :

Travaux de reconstruction de l'ouvrage de stockage - restitution des eaux pluviales à Coulogne

Les travaux se situent aux adresses suivantes :

L'angle formé par le chemin de halage et la rue des rosiers, 62137 Coulogne

Situation des travaux : voir programme technique

La partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux (Co) par le maître de l'ouvrage est égale à : 2 000 000 € hors taxes.

1.2 - Etendue de l'appel d'offres

La présente consultation est organisée par un Pouvoir Adjudicateur selon une procédure adaptée, en application de l'article 27 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.3 Forme du marché

Marché ordinaire.

ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE ET DE LA CONSULTATION

2.1 Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du CCAG, le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître de l'ouvrage, dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage est :

- La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

Le représentant du maître de l'ouvrage, signataire du marché, est :

- Madame Natacha BOUCHART,
Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

2.2 Organisateur de la consultation

La consultation est organisée par :

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

76 boulevard Gambetta

CS 40 021

62 101 CALAIS CEDEX

n° de téléphone : 03.21.19.55.00

n° de télécopie : 03.21.19.55.09

E.Mail : marches.publics@grandcalais.fr

2.3 Assistance à la maîtrise d'ouvrage

La conduite d'opération est assurée par :

- *Direction de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers*

Le conducteur d'opération exerce sa mission conformément aux dispositions de la loi 85-704 du 12 juillet 1985.

2.4 Contrôle technique

Il est fait application des dispositions de la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

Le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître de l'ouvrage lui notifiera pour exécution.

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement.

2.5 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Il est fait application des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret du 29 décembre 1994.

Les travaux à réaliser relèvent de la 3ème catégorie au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement.

2.6 Autres intervenants

Sans objet

2.7 Dossier de consultation

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

Il comprend les pièces suivantes :

- le règlement de consultation
- l'acte d'engagement et ses annexes
- le cahier des clauses administratives particulières
- le programme technique de l'opération

- annexe

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détails au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Visite du site des travaux

Chaque candidat pourra s'être rendu sur le site, préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux où les travaux doivent être réalisés. Pour convenir d'une date, veuillez contacter Monsieur Beaurain au service assainissement : 03 21 19 56 12.

La visite est recommandée, et il est précisé que tout candidat ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance du site.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

A - Justifications à produire :

le candidat devra en particulier fournir :

- Justifications à produire quant à la situation juridique
 - Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants, à défaut d'utiliser l'imprimé DC1
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
 - Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015
 - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 323-1 du code du travail. (si DC2 non produit)
 - Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- Justifications à produire quant aux capacités économiques et financières
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les études objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
 - Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières

- Justifications à produire concernant les références professionnelles
 - le candidat devra fournir la liste des références (de l'agence candidate lorsque la société comprend plusieurs agences dans différentes régions) pour des opérations de maîtrise d'œuvre similaires, notamment celles de moins de 3 ans, ainsi que les certificats de capacité, indiquant le Maître d'Ouvrage, la nature des missions et des travaux.

B - Le projet de marché comprenant :

- un acte d'engagement - document joint à compléter, dater et signer .
 - L'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés dans le marché (annexe au cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Que des sous-traitants soient désignés ou non, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder .
 - Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS.
 - En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.
- la proposition de prix dûment complétée et signée, conforme à l'annexe 1 de l'acte d'engagement ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ci-joint à accepter ;
- le programme technique de l'opération ci-joint à accepter ;

C - Autres documents :

- un mémoire technique appliqué aux spécifications de l'étude se décomposant en deux parties :
 - I – Organisation et moyens affectés à la mission
 - II – Réponses aux besoins

I- Organisation et moyens affectés à la mission (25/50 pts) :

Le candidat indiquera dans cette première partie :

- Moyens humains affectés à la mission : le candidat précisera les renseignements relatifs à l'identification du bureau d'études (Nom, adresse, n° de téléphone), et les moyens humains dédiés à l'étude : nom du chargé d'études, adresse, n° de téléphone / les CV des intervenants / Personne signataire du marché, nom, fonction, adresse / Effectif propre pour l'étude / Références des personnes, notamment les références en adéquation avec la présente mission - 13/50pts
- Organisation de l'équipe de Maîtrise d'œuvre en phase études et travaux : fourniture d'un organigramme présentant l'articulation et les relations entre les différents intervenants – 8/50 pts
- Moyens matériels et logiciels : présentation des moyens nécessaires pour les différentes phases de mission – 4/50 pts

En cas de recours à la sous-traitance, le candidat communiquera la liste des sous-traitants et des tâches sous-traitées ainsi que les montants sous-traités correspondants

II – Réponses aux besoins (25/50 pts)

- Perception de l'opération par rapport aux objectifs du programme : le candidat devra mettre en évidence sa bonne prise en compte des enjeux et son appropriation du projet – 8/50 pts
 - Le candidat devra mettre en évidence ;
 - La modélisation hydraulique et son intégration au modèle hydraulique de Grand Calais Terres et Mers,
 - Les contraintes des travaux dans un milieu urbain,
 - Les enjeux du projet (fonctionnement du DO, mise en œuvre du remplissage du bassin, asservissement de la vidange bassin avec le poste de pompage dit « du pont de fer » et l'OTEU,
 - Les contraintes environnementales
- Relation avec le Maître d'ouvrage en phase études - 4/50 pts : le candidat précisera :
 - les interlocuteurs privilégiés du Maître d'Ouvrage en phase d'études
 - la fréquence des réunions et comment il compte communiquer avec le Maître d'Ouvrage
- Méthodologie de travail pour mener à bien la mission en réponse aux contraintes et échéances du programme : le candidat précisera la méthodologie envisagée pour s'adapter au projet . Cette méthodologie sera déclinée pour les différents éléments de mission – 10/50 pts
- Le candidat remettra un planning détaillé de l'opération indiquant les différentes phases de l'opération, conception, réalisation ainsi que les délais de consultation des entreprises - (3/50 pts),

Le même maître d'œuvre ne peut pas présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans conditions suivantes :

- transmises par voie électronique sur le site internet www.klekoon.com

- présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.
- présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Le retrait ou la consultation du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Transmission par voie postale ou remise en mains propres

Les offres devront parvenir à destination au plus tard pour le 26 mai 2017, avant 11h30 à l'adresse suivante.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS

*Service Marchés Publics
76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX*

Le pli indique la mention suivante :

- **« Maitrise d'œuvre relative aux travaux de reconstruction de l'ouvrage de stockage - restitution des eaux pluviales à Coulogne » ne pas ouvrir.**

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- Les justifications à produire prévues telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- Les autres documents mentionnés au paragraphe C de l'article 3 ci-dessus.

Transmission par voie électronique

Les offres devront être transmises et parvenir à destination au plus tard le 26 mai 2017 avant 11h30.

Conformément à l'article 40 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.klekoon.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Les candidats ne pourront pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Ils présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- Les justifications à produire prévues telles qu'elles sont énumérées à l'article 3A ci-dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- Les autres documents mentionnés au paragraphe C de l'article 3 ci-dessus.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet ci-dessus.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Contraintes informatiques

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le maître d'ouvrage sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le maître d'ouvrage sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

ARTICLE 5 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique .

5.1 - Examen des Candidatures

Les candidatures seront jugées au travers des justificatifs demandés à l'article 3 du présent règlement.

L'absence de l'une quelconque des pièces énoncées à l'article 3 est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

Les offres des candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes sont également écartées.

5.2 - Jugement des Offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants, hiérarchisés par ordre décroissant :

- La méthodologie et la qualité des prestations analysées au travers du mémoire technique (Ce critère est éliminatoire en cas d'absence). : Coefficient de pondération 50 points
- Le prix des prestations (somme des montants de la mission de base et des missions complémentaires). Coefficient de pondération 30 points.

*Formule adoptée pour la cotation des candidats sur le critère prix : $Cotation = 30 * ((100 - e)/100)$ avec $e = \% \text{ d'écart par rapport au moins disant}$*

- Le délai à compter de la notification au maître d'œuvre pour la remise du DCE (engagement du soumissionnaire). Ce délai sera exprimé en semaines conformément à l'acte d'engagement (somme des délais repris à Article 3.2 - Délais d'établissement des documents d'études) (Ce critère est éliminatoire en cas où l'acte d'engagement n'était pas complété) Coefficient de pondération 20 points

*Formule adoptée pour la cotation des candidats sur le critère délai : $Cotation = 20 * ((100 - e)/100)$ avec $e = \% \text{ d'écart par rapport au délai le plus court (article 3-2 de l'acte d'engagement)}$*

Le mémoire technique deviendra une pièce contractuelle. Il devra donc impérativement figurer au dossier remis par le candidat et devra être signé par le représentant qualifié avec apposition du cachet de l'entreprise.

Les offres seront classées par ordre décroissant.

Si le candidat retenu ne fournit pas la déclaration ou les certificats mentionnés à l'article 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le représentant du Pouvoir Adjudicateur réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

5.3 Attribution du marché

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de réception de la demande du maître d'ouvrage les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation de l'offre. Cependant, après l'attribution du marché, la personne signataire du marché pourra exiger que le titulaire adopte la forme juridique suivante : groupement solidaire.

A tout moment le maître d'ouvrage peut mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

5.4 Re-matérialisation des documents électroniques

La mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure s'arrête au niveau du choix du titulaire. Par conséquent, les documents électroniques seront re-matérialisés en documents papiers préalablement à la conclusion du marché. Sur invitation du maître d'ouvrage, le candidat concerné sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents re-matérialisés.

ARTICLE 6 - PRESTATIONS A FOURNIR PAR LES CANDIDATS

Sans objet.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements peuvent être obtenus à la même adresse que celle du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 8 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Sans objet

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Lille sera seul compétent.